

COMPTE RENDU DU CTL DU 15/04/2015 Campagne IR, PRS, For pro, STDR.....

À l'ouverture de la séance, la CGT a lu la déclaration liminaire suivante :

Ce 9 avril, ont été recensés plus de 300 000 salariés, actifs, jeunes et retraités, privés d'emploi, dans les 86 rassemblements et manifestations en province et à la manifestation nationale à Paris

Dans la capitale, plus de 120 000 manifestants ont convergé durant tout l'après-midi. Aux Finances publiques le taux de participation à la grève (chiffre de la DG) était de 22%.

Dans la DDFIP des Hauts-de-Seine, 17,18% des agents étaient en grève (22,35 % des cadres B, 21,52 % des cadres C).

Par leur implication dans ce mouvement, les agents des Finances Publiques ont clairement marqué leur refus de l'austérité, du pacte de responsabilité, et leur volonté de voir aboutir leurs revendications :

- pour l'abandon de la démarche stratégique et la revue des missions
- pour le comblement des vacances d'emplois et la création d'emplois à la DGFIP.
- pour la revalorisation du point d'indice et l'augmentation du régime indemnitaire tenant compte de la réalité des qualifications des agents de la DGFIP,
- pour l'amélioration de leurs conditions de vie au travail,
- pour le maintien d'un service public de qualité répondant aux besoins des usagers.

Le projet de mouvement général catégorie C vient de paraître. Il fait ressortir un déficit de 2597 agents. C'est encore pire que l'an dernier !

Les chiffres parlent d'eux même : ce sont 918,8 emplois qui sont vacants en Ile de France et plus de 1676,9 en province.

Seules 4 directions sur 139 font ressortir un solde des effectifs positif. **Dans les Hauts-de-Seine le solde est de : - 156,8.**

Comment faire fonctionner les services dans ces conditions : sous effectifs supérieurs à 2590 agents C, suppressions d'emplois de plus de 32 000 agents depuis 2002...

Ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnées : fusions des SIP, fusions des SIE, fermetures de services au public une demi-journée par semaine, fermetures des trésoreries au public lorsque les effectifs du poste ne sont pas suffisants, plan de fermeture des petites trésoreries et ce n'est qu'un début.

Le directeur général vient d'annoncer le bilan des actions réalisées en 2014 dont les mesures de modernisation et de simplification, constituent des axes majeurs, concluant que « le chantier n'est jamais achevé tant nos ambitions sont grandes ».

Mais quelles sont ses grandes ambitions pour la DGFIP ? **Continuer les suppressions d'emplois, continuer à abandonner des pans entiers de missions, continuer à démanteler le maillage territorial de notre administration, continuer à remettre en cause le Service Public. C'est insupportable !**

Le volume de recrutement dans la catégorie C est largement insuffisant. En effet, l'appel de la liste principale du concours externe 2015 et le recrutement de 50 contractuels handicapés s'élève à 965 lauréats et sera bien loin de combler le déficit de 2597 agents de catégorie C.

Après l'installation de ces nouveaux collègues, il restera encore 1682 postes vacants et le nombre total des départs en retraite en 2015 n'est pas connu.

Les représentants des personnels de la CGT Finances Publiques exigent le recrutement immédiat de l'ensemble des 2 listes complémentaires des concours interne et externe 2014 soit plus de 1000 agents qui malheureusement ne comblera pas totalement la pénurie d'emplois qui touche la catégorie C.

La CGT Finances Publiques réaffirme que l'administration doit recruter à hauteur des besoins, pourvoir les postes vacants pour le fonctionnement des services et pour que les agents effectuent leurs missions dans les meilleures conditions possibles.

La CGT Finances Publiques insiste sur l'urgence de la situation. Elle exige l'arrêt des suppressions d'emplois et la création de postes à hauteur des besoins des services.

Campagne Impôt sur le Revenu 2014

Pour l'administration, la campagne IR 2014 a été satisfaisante avec une réception des usagers moins dense qu'en 2013. Elle a en effet constaté une diminution globale des flux d'accueil : - 13 % d'usagers, -5 % d'accueil physique dans les SIP sauf pour Nanterre, Gennevilliers, Boulogne et Courbevoie, - 30% d'accueil téléphonique. Enfin une diminution du traitement des courriels a été observée.

Cependant trois trésoreries mixtes du sud du département ont connu des augmentations non négligeables de l'accueil physique : Bagneux, Châtillon et Malakoff. L'administration ne peut

Lancement de la campagne IR 2015

Le calendrier de campagne est proche de celui de 2014 : du 7 avril au 9 juin 2015 (date limite de dépôt par Internet) mais pour la déclaration papier la date limite est avancée au 19 mai.

Les SIP ouvriront sur la pause méridienne du 4 au 19 mai à l'exception de Gennevilliers. La fermeture du jeudi après-midi sera suspendue les jeudis 7 et 21 mai.

La CGT est intervenue pour protester contre la disparition de l'assistance technique spécialisée à la télédéclaration et son transfert vers les SIP. Pour nous ce n'est pas aux agents de fournir ce type d'aide. La direction répond que cela représente un volume faible et que pour les questions complexes le traitement sera assuré par la division Pilotage des particuliers. Nous avons également regretté ce surcroît de travail pour nos collègues de ce service de direction.

Transfert des créances de la DIRCOFI (Direction régionale du contrôle fiscal) d'Ile-de-France vers le PRS (pôle de recouvrement spécialisé) de Nanterre

La DDFIP 92 est département expérimentateur pour le transfert des créances de la totalité de la DIRCOFI Ile-de-France issues des contrôles réalisés dans le département des Hauts-de-Seine. Le PRS devient le seul interlocuteur de la DIRCOFI. Une partie des travaux de mise en recouvrement relevant actuellement des SIE du département sera effectué par le PRS.

Pour cette nouvelle mission un agent A ALD (à la disposition du directeur) viendra renforcer le service.

La CGT a fait remarquer que le volume de la charge correspondante n'était pas évalué, **que le PRS était en sous-effectif (-1A) et avait déjà des difficultés à faire face à ses missions actuelles.**

Notre délégation a demandé un renfort supplémentaire dès à présent.

expliquer cet afflux important qui a pesé sur ces postes et a fortement mobilisé les agents. Pour la CGT, alors que la direction projette de restructurer les trésoreries mixtes, cela démontre, s'il en était besoin, l'attachement des redevables à ces structures de proximité.

La direction explique que la campagne 2014 marque un retour à une situation comparable à celle de 2012 après une campagne difficile en 2013. Cependant les agents ont dû faire face à une législation complexe notamment en ce qui concerne les revenus fonciers et les aides environnementales.

La promotion de la télédéclaration ne nous paraît pas non plus relever des attributions de nos collègues.

Nous avons alerté la direction sur les difficultés que risquait de soulever le nouveau crédit d'impôt au titre de la qualité environnementale dont les modalités ont changé en cours d'année 2014. Certains contribuables concernés peuvent ne pas comprendre ces dispositions complexes aux conséquences fiscales parfois sensibles. La direction a reconnu cette difficulté.

Interrogée par nos soins, la direction a expliqué que **la prime de campagne** était intégrée à la prime d'accueil et réservée aux agents qui participent le plus à la campagne (en fonction du nombre de vacations).

Dans ce contexte l'arrivée d'une nouvelle mission ne peut que fragiliser un peu plus le service. L'affectation d'un seul A supplémentaire paraît fortement sous évaluée.

La direction répond qu'elle n'est pas en mesure de quantifier précisément la charge supplémentaire et que si des problèmes apparaissent elle est disposée à réexaminer le niveau des effectifs.

Elle s'est déclarée attentive aux difficultés, moins fortes selon elle en 2014 qu'en 2013, et va réexaminer cette question. Elle a argué qu'il s'agissait d'un transfert de flux et non de stock et que par conséquent la montée en charge serait progressive à partir de septembre 2015 ce qui laisserait le temps d'apporter d'éventuels correctifs.

Pour nous, il reste que cette opération contribue à siphonner les missions des SIE, préparant le terrain

comme d'autres mesures récentes, à des fusions de SIE. Le transfert fait peser sur le PRS une responsabilité supplémentaire accompagnée d'un apport d'un A, insuffisant.

Formation professionnelle

Les agents de la DDFIP ont bénéficié en 2014 de 12 490 jours de formation soit une moyenne de 5,23 jours par agent. La direction a observé une légère diminution (-1,75%) par rapport à 2013 ; cette diminution s'explique principalement par l'achèvement fin 2013 de la formation déontologique obligatoire.

Ce chiffre comprend l'e-formation.

La CGT a rappelé qu'elle était attachée aux formations en présentiel de proximité. On observe d'ailleurs un absentéisme important (32% tous grades confondus) pour l'ensemble des formations, y compris en e-formation.

Pour nous cela reflète la pression due aux sous-effectifs, particulièrement dans les petites structures. L'e-formation se révèle également moins motivante.

Tableau de bord de veille sociale

Le taux de demande de mutation (34, 60%) se situe à un niveau élevé.

Le tableau fait ressortir une baisse importante de 35% de fiches de signalement par rapport à 2013.

Il apparaît une **hausse de 6% des écrêtements d'horaire variable**. La CGT a demandé à connaître le nombre d'heures correspondant. La direction transmettra cet élément.

DUERP (Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels)

Le CTL a eu communication des avis et travaux du CHS et n'a pas présenté d'observation complémentaire.

Questions diverses

- **Pétition intersyndicale départementale**

La CGT a remis à la direction 326 premières signatures de la pétition intersyndicale départementale lancée en janvier et demandant l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations. D'autres signatures seront remises dans les prochaines semaines.

- **Situation des effectifs de catégorie C après le projet de mouvement**

Notre délégation, dans le prolongement de sa déclaration liminaire, a interpellé la direction. Celle-ci a indiqué qu'elle attendait de connaître plus précisément le nombre de stagiaires C affectés dans la direction en juin et que la situation en B (plus d'une centaine de postes vacants) la préoccupait également.

La CGT Finances Publiques réaffirme que l'administration à tous les niveaux doit assurer le pourvoi des postes vacants afin que les agents effectuent l'ensemble de leurs missions dans les meilleures conditions possibles.

- **Pétition Trésorerie municipale d'Issy-Vanves**

La CGT a remis la **pétition signée par les agents de cette trésorerie** confrontée à une situation particulièrement difficile : au 31 mars plus de 400 bordereaux de mandats étaient à traiter. Plusieurs

Vote

Contre : CGT ; Abstention : Solidaires, FO, CFDT.

Notre délégation a évoqué les conditions d'octroi des autorisations d'absence pour les galops d'essai dans le cas où l'épreuve dépasse une demi-journée. En effet les agents à la fin de l'épreuve se voient refuser une autorisation d'absence pour l'après-midi et sont censés après la pause déjeuner retourner à leur poste de travail, parfois après une heure voire une heure et demie de trajet.

Nous avons demandé que les agents bénéficient dans ce cas d'une autorisation d'absence sur la journée. La Direction a reconnu le problème et s'est engagée favorablement pour les prochains galops d'essai. Sur notre insistance elle a admis que les agents qui ont participé aux derniers galops d'essai et qui se sont trouvés dans cette situation puissent redéposer une demande qui sera examinée dans un esprit ouvert.

La CGT a pointé les dangers, pour les agents comme pour le bon fonctionnement du service, du « présentéisme » (écrêtements excessifs et répétés) qui peut traduire une forme de souffrance au travail. La CGT a demandé si un dispositif de suivi et de prévention existait. La direction a répondu qu'elle était effectivement attentive à ce type de situation.

agents sont en instance de promotion ou de mutation. Deux stagiaires contrôleurs arrivant en mai seront à former, ce qui entraînera un surcroît de travail.

Au 1^{er} septembre lors du transfert sur le Centre des

Finances Publiques d'Issy un agent de la trésorerie sera détaché à plein temps à la caisse, pour tenir la caisse unique SIP-trésorerie.

Les agents demandent l'attribution d'équipiers de renforts, le pourvoi de tous les postes qui deviendraient vacants et l'implantation d'au moins un emploi supplémentaire pour faire face aux conséquences du transfert de la totalité de la caisse fusionnée sur la trésorerie. **La direction a répondu que le service**

- **Pôle enregistrement d'Issy**

Notre délégation a alerté la direction sur le fait que ce service déjà chargé s'était vu attribuer **la gestion de sept FI3S (relance des successions) avec pour seul renfort 1 agent**. Or la gestion de 4 FI3S mobilisait déjà dans le sud du département jusque là un agent. Les

- **Pétition CDC/DFT - monétique**

La CGT a remis **une pétition des collègues des services CDC et DFT – monétique**. Ces services ont vu leurs effectifs divisés par 2 en 2 ans. Dans le même temps, des agents expérimentés ont muté. Parallèlement, le volume de travail s'est fortement alourdi du fait de la hausse des scellés et de la mise en place d'un accueil. Les collègues avec la CGT demandent de procéder au plus vite au remplacement des agents ayant quittés les services depuis deux ans. Ils demandent également à être reçus par la direction. Celle-ci a répondu qu'elle était consciente que ces services étaient en difficulté que des mesures ont été prises (recours à un EDR et au service des affaires économiques). Elle a reconnu que celles-ci étaient insuffisantes et a accepté de rencontrer les collègues.

- **Aménagement de la caisse à la direction**

La CGT est à nouveau intervenue sur la question de la caisse de la direction où les agents souffrent particulièrement de la chaleur et du confinement. La direction a répondu qu'elle était toujours en attente du devis de climatisation mais que les travaux pour adapter la caisse allaient débuter sous peu et que la climatisation serait opérationnelle avant la période des plus fortes chaleurs.

- **Autocom pour le standard de la direction**

La CGT est revenue sur la question de l'autocom-standard de la direction. Le standard de la direction continue de recevoir des appels qui concernent la trésorerie Amendes. La direction a répondu qu'il s'agissait d'un autocom de la préfecture et qu'elle ne pouvait pas intervenir dans ce cas mais qu'elle allait faire rectifier dans les annuaires et sur les imprimés les numéros d'appels attribués à la trésorerie Amendes.

- **Stores défectueux du CFP de Colombes**

La CGT a fait remarquer que les stores extérieurs du PCE et du réfectoire étaient toujours défectueux. La direction a indiqué que les travaux qui doivent être réalisés en hauteur et à l'extérieur se sont trouvés retardés mais auraient bien lieu.

- **STDR (Service de Traitement des Déclarations Rectificatives)**

Il s'agit du service qui procède à la régularisation de la situation fiscale de contribuables détenteurs de comptes à l'étranger jusque là non déclarés.

En fin de séance le directeur a annoncé que la DDFIP 92 avait été retenue pour l'implantation d'un pôle déconcentré STDR. Ce pôle sera compétent pour les départements de la petite couronne. Il sera constitué d'un A+, de 6 A et d'un C et sera installé à compter du 1/09/2015 dans les locaux de l'antenne de la direction de Vanves. Les agents seront recrutés par appel à candidatures et détachés sur la structure. Les effectifs concernés seront compensés par l'attribution pour le 92 d'autant de cadres A ALD. Des précisions seront données lors de l'audience du 28 avril et du prochain CTL le 11 mai.

fonctionnait bien et avait de bons résultats, qu'elle était attentive aux difficultés rencontrées et réexaminerait la question de l'emploi posée par la mise en place de la caisse unique.

Pour nous les bons résultats sont à mettre à l'actif des efforts consentis par les agents de tous grades mais la situation actuelle difficile ne peut perdurer. La direction doit entendre les demandes des agents.

collègues du pôle demandent l'attribution d'un emploi supplémentaire pour faire face à cette nouvelle charge et, au-delà, à l'ensemble de leurs missions. La direction s'est engagée à examiner cette question.

La délégation CGT :

Anne Giraudon, Philippe Geoffre, Olivier Nau, Dominique Teixeira

REJOIGNEZ LA CGT FINANCES PUBLIQUES 92 !